

CHAPITRE 2 - Les régimes totalitaires

Quelles sont les caractéristiques des régimes totalitaires et comment ces derniers s'opposent-ils aux démocraties dans l'Europe des années 1930 ?

Dans l'entre-deux-guerres, des régimes politiques d'un type nouveau apparaissent dans certains États européens déstabilisés par la Première Guerre mondiale. Une situation de crise et de violence politiques favorise l'arrivée au pouvoir de dirigeants autoritaires : Mussolini en Italie, Staline en URSS et Hitler en Allemagne.

Le nazisme et le fascisme n'ont pas les mêmes fondements idéologiques que le stalinisme. Cependant, les trois régimes présentent des caractéristiques communes : l'exercice du pouvoir par un parti unique dirigé par un chef tout-puissant, le recours à la propagande et l'usage de la terreur. Au sein de ces sociétés ultra-contrôlées, des formes de résistances et de contestations se développent cependant.

Antidémocratiques par nature, les régimes totalitaires bouleversent l'ordre européen dans les années 1930. Les démocraties européennes ne réagissent pas à l'impérialisme fasciste et nazi, facilitant l'entente germano-soviétique et la préparation de la guerre.

Cours 1. La mise en place des régimes totalitaires (p. 58 – 59)

Durant l'entre-deux-guerres, des régimes totalitaires s'établissent en Russie, en Italie et en Allemagne. Les conditions de leur installation au pouvoir présentent des similitudes, mais leurs idéologies diffèrent profondément.

A - Une situation de crise favorise l'arrivée au pouvoir

Un coup d'État en Russie. En février 1917, les défaites militaires de la Russie face à l'Allemagne provoquent une révolution. Le tsar Nicolas II est chassé du pouvoir. Un gouvernement provisoire est formé, mais il ne parvient pas à sortir le pays de la crise. En octobre, une seconde révolution porte Lénine et les bolcheviks au pouvoir. Rapidement, une guerre civile éclate entre les « Rouges » (communistes) et les « Blancs » (partisans du tsar). Les bolcheviks l'emportent et fondent l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS).

Un coup de force en Italie. Vainqueur de la guerre, l'Italie se sent humiliée par ses alliés, qui ne lui accordent pas les territoires promis en 1915. De plus, le pays est affaibli par les pertes humaines et la désorganisation de l'économie. Dans ce contexte, le Parti national fasciste (PNF), créé en 1921, promet de redresser l'Italie. Le 28 octobre 1922, leur chef, Benito Mussolini, organise une démonstration de force : la « marche sur Rome ». Lors de cette journée, les squadristes, aussi appelés « chemises noires », s'emparent de lieux de pouvoir dans tout le pays et convergent vers la capitale. Le roi nomme alors Mussolini président du Conseil et les députés lui donnent les pleins pouvoirs pour un an.

Hitler s'impose comme le seul recours en Allemagne. À la sortie de la guerre, la République de Weimar est fragilisée par des difficultés économiques et l'humiliation

du Diktat de Versailles. La crise de 1929 provoque un chômage de masse (6 millions de chômeurs en 1932), entraînant une agitation sociale. Les nazis profitent de celle-ci pour se présenter comme les garants de l'ordre. Aux élections législatives de 1932, le NSDAP arrive en tête aux élections, permettant à Hitler d'être nommé chancelier le 30 janvier 1933.

B. L'engrenage totalitaire

En URSS. À la mort de Lénine en 1924, Staline se présente comme son héritier, malgré les divergences qui l'avaient opposé à lui. Après avoir éliminé ses principaux rivaux au sein du Parti, il s'impose comme l'homme fort du régime en 1929.

En Italie. De 1922 à 1924, Mussolini semble gouverner dans le respect de la légalité. Cependant, son parti organise des violences politiques, notamment l'assassinat du député socialiste Matteotti (1924), créant un climat d'insécurité. Le PNF en profite pour faire adopter les lois fascistissimes (1925-1926) qui établissent une véritable dictature : les libertés publiques sont supprimées et Mussolini reçoit les pleins pouvoirs.

En Allemagne. Le 27 février 1933, les nazis incendient le Reichstag et accusent les communistes d'avoir commis ce crime. L'état d'urgence est décrété et, le 23 mars, le Parlement accorde les pleins pouvoirs à Hitler. Il destitue les fonctionnaires juifs ou jugés hostiles au nazisme et interdit les syndicats et les partis à l'exception du NSDAP. Après le décès du président Hindenburg en août 1934, Hitler cumule ses fonctions avec celles de chancelier. En moins de deux ans, il a ainsi réalisé la « mise au pas » (Gleichschaltung) de l'Allemagne.

C. Des fondements idéologiques différents

L'idéal soviétique : le communisme. Le régime bolchevik se fonde sur l'idéologie marxiste, qui prône l'avènement d'une société égalitaire fondée sur la propriété collective des moyens de production. Au XIX^e siècle, le philosophe allemand Karl Marx prévoyait qu'une société communiste, c'est-à-dire sans classes sociales et sans État, serait mise en place après une révolution anti-bourgeoise et une période de dictature du prolétariat. Après la révolution d'Octobre 1917, les bolcheviks abolissent la propriété privée, mais cela suscite l'hostilité des paysans et désorganise l'économie. En 1928, Staline décide d'accélérer la collectivisation des campagnes et la planification de la production industrielle. Ce « Grand tournant », loin de mener l'URSS vers le communisme, renforce l'autorité de l'État sur les masses.

Le nazisme : la domination de la race aryenne. Dans un livre rédigé en prison entre 1924 et 1925, intitulé Mein Kampf (« Mon Combat »), Hitler théorise la supériorité de la race aryenne. Au nom de cette idéologie, une politique antisémite est mise en place : les magasins juifs sont boycottés et les juifs sont marginalisés par les lois de Nuremberg (1935). Par ailleurs, Hitler souhaite conquérir un vaste territoire, appelé espace vital (Lebensraum), pour assurer la prospérité d'un État réunissant toutes les populations germanophones : la Grande Allemagne.

Le projet fasciste : la grandeur de l'Italie. Le fascisme souhaite créer un peuple de guerriers, soumis à l'autorité de Mussolini, afin de permettre au pays de retrouver la grandeur de l'Empire romain. Initialement, cette doctrine n'est pas raciste, mais elle le devient lorsque l'Italie s'allie à l'Allemagne nazie. En 1938, un antisémitisme d'État est mis en place : les juifs sont recensés et les juifs étrangers expulsés.

DOSSIER p. 60 – 61 : Les idéologies totalitaires

Les totalitarismes se ressemblent par leur projet révolutionnaire : forger un homme nouveau, fidèle aux valeurs du régime. Mais leurs valeurs sont bien différentes : les doctrines fasciste et nazie se distinguent du communisme stalinien dans leur vision de la société idéale.

Comment se caractérisent les différentes idéologies totalitaires ?

Doc 1 p. 60 : La doctrine nazie

1. Nous exigeons la constitution d'une Grande-Allemagne, réunissant tous les Allemands sur la base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

2. Nous exigeons [...] l'abrogation des traités de Versailles et de Saint-Germain.

3. Nous exigeons de la terre et des colonies pour nourrir notre peuple et résorber notre surpopulation.

4. Seuls les citoyens bénéficient des droits civiques. Pour être citoyen, il faut être de sang allemand, la confession importe peu. Aucun juif ne peut donc être citoyen. [...]

6. Le droit de fixer la direction et les lois de l'État est réservé aux seuls citoyens. Nous demandons donc que toute fonction publique [...] ne puisse être tenue par des non-citoyens. Nous combattons la pratique parlementaire, génératrice de corruption, d'attribution des postes par relations de parti sans se soucier du caractère et des capacités.

7. Nous exigeons que l'État s'engage à procurer à tous les citoyens des moyens d'existence. Si le pays ne peut nourrir toute la population, les non-citoyens devront être expulsés du Reich.

8. Il faut empêcher toute nouvelle immigration de non-Allemands. Nous demandons que tous les non-Allemands établis en Allemagne depuis le 2 août 1914 soient immédiatement contraints de quitter le Reich. [...]

25. Pour mener tout cela à bien, nous demandons la création d'un pouvoir central puissant [...].

Extraits du Programme en 25 points du NSDAP, 24 février 1920.

Doc 3 p. 61 : La doctrine stalinienne

Les succès du plan quinquennal mobilisent les forces révolutionnaires de la classe ouvrière de tous les pays contre le capitalisme, c'est là un fait incontestable. [...]

La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à transformer l'URSS, de pays agraire et faible [...] en un pays industriel et puissant, parfaitement libre et indépendant des caprices du capitalisme mondial. [...]

La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à créer dans notre pays une industrie capable de ré-outiller et de réorganiser, sur la base du socialisme, l'industrie, les transports et l'agriculture.

La tâche essentielle du plan quinquennal consistait à faire passer la petite économie rurale morcelée dans la voie de la grande économie collectivisée, d'assurer par là même la base économique du socialisme à la campagne et de liquider ainsi la possibilité de restauration du capitalisme en URSS.

Une dictature du prolétariat, forte et puissante, voilà ce qu'il nous faut maintenant pour éparpiller en poussière les derniers débris des classes expirantes¹ et briser leurs machinations de filous.

Extraits du discours de Staline faisant le bilan du premier plan quinquennal devant le Comité central du PCUS, 7 janvier 1933.

1. Selon Staline, les industriels, les commerçants, les nobles, les popes, les koulaks (>voir p. 62), les anciens officiers blancs et les intellectuels bourgeois sont des ennemis de classe.

Doc 5 p. 61 : La doctrine fasciste

Le libéralisme met l'État au service de l'individu ; le fascisme réaffirme l'État comme la véritable réalité de l'individu. [...] Dans ce sens, le fascisme est totalitaire, et l'État fasciste, synthèse et unité de toute valeur, interprète, développe et donne puissance à la vie tout entière du peuple. [...]

Ni groupements (partis politiques, associations, syndicats) ni individus ne peuvent exister en dehors de l'État. Par conséquent le fascisme est opposé au socialisme qui rétrécit le mouvement historique au point de le réduire à la lutte des classes et qui ignore l'unité de l'État qui, lui, fond les classes en un seul bloc économique et moral. [...]

Les individus forment des classes en raison de leurs intérêts ; ils sont syndiqués suivant les différentes activités économiques qui ont les mêmes intérêts ; mais ils sont avant tout et surtout « État ». Celui-ci n'est ni le nombre ni la somme des individus formant la majorité d'un peuple. C'est pourquoi le fascisme est opposé à la démocratie qui assimile le peuple au plus grand nombre d'individus et le rabaisse à ce niveau. [...]

Le fascisme [...] exige une discipline et une autorité dominant les esprits pour y régner sans conteste. C'est pourquoi son emblème est le faisceau des Licteurs symbole de l'unité, de la force et de la justice.

Benito Mussolini, *La Doctrine du fascisme*, Flammarion, 1932.

Cours 2. Les caractéristiques des régimes totalitaires (p. 62 – 63)

Même si leurs fondements idéologiques sont différents, le fascisme, le nazisme et le stalinisme peuvent tous les trois être caractérisés comme des régimes totalitaires.

A - Un chef tout-puissant

Le culte de la personnalité. La ressemblance la plus évidente entre les trois régimes est la mise en scène de l'unanimité supposée de la population autour de son chef, dans des cérémonies grandioses. Dans les trois pays, le chef est présenté par la propagande comme un surhomme infailible et entièrement dévoué au peuple, qui lui doit une obéissance aveugle. Ainsi, les termes Führer, Duce et Vodj – surnoms donnés à Hitler, Mussolini et Staline – signifient tous « guide ».

La dictature. En raison des qualités exceptionnelles qui lui sont prêtées, le chef dispose des pleins pouvoirs. Staline est Premier secrétaire du PCUS et dirigeant du Politburo dès 1925. Mussolini et Hitler cumulent tous les pouvoirs à la tête de l'État totalitaire. Celui-ci n'est pas un État de droit, fondé sur la séparation des pouvoirs et le respect des libertés. La démocratie libérale est dénoncée par Staline comme un régime bourgeois opprimant le prolétariat et par Mussolini et Hitler comme un régime décadent affaiblissant la nation.

B. Des sociétés encadrées

Forger un homme nouveau. Dans les trois pays, les régimes se disent révolutionnaires. Ils souhaitent faire table rase du passé et créer une société fondée sur de nouvelles valeurs. En URSS, la figure du prolétaire est mise en avant. En Italie et en Allemagne, l'homme nouveau est un guerrier conquérant.

Une société embrigadée. Dans les trois États, la population est rigoureusement encadrée à tous les âges de la vie. La jeunesse est au centre des politiques totalitaires, car les enfants sont plus influençables que les adultes. L'adhésion à une organisation de jeunesse, où l'on apprend l'idéologie officielle et où l'on reçoit un entraînement sportif et militaire, est fortement encouragée dans les trois pays. Elle devient même obligatoire en Italie en 1937 et en Allemagne en 1939. Les adultes sont aussi concernés par cet encadrement, car les totalitarismes recherchent l'adhésion de toute la population. Des ministères de la propagande sont créés et tous les médias (presse, radio, cinéma, édition, arts) sont mis au service du régime.

Les résistances. Malgré la mise en scène de l'unanimité, des formes de résistance se développent. Ainsi, dans les régions fortement catholiques d'Allemagne, comme la Bavière, le racisme nazi est jugé incompatible avec la morale chrétienne. En URSS, les paysans s'opposent à la collectivisation des terres et cette résistance prend une dimension nationaliste chez les populations musulmanes et turcophones d'Asie centrale. En Italie, il n'y a guère de mouvement de résistance avant la Seconde Guerre mondiale.

C. Une politique de terreur

Surveillance et répression. La population est soumise à une étroite surveillance et toute opposition est violemment réprimée. Des polices politiques sont créées pour traquer les adversaires du régime : le NKVD en URSS, l'OVRA en Italie et la Gestapo en Allemagne. La violence est omniprésente, créant un véritable climat de terreur. Bien que l'on compte 20 000 interventions policières par semaine et des centaines d'arrestations par an en Italie au début des années 1930, l'État fasciste n'a pas la brutalité du stalinisme et du nazisme.

La terreur de masse. En URSS et en Allemagne, deux groupes font l'objet d'exécutions sommaires : les rivaux du chef et toute personne perçue comme « nuisible ». Ainsi, Staline et Hitler sont non seulement responsables de purges politiques, mais aussi d'une terreur de masse. Entre 1931 et 1933, des millions de paysans résistant à la collectivisation des terres sont dénoncés comme koulaks et affamés par le régime soviétique. De 1936 à 1937, 750 000 citoyens sont exécutés au cours de la « Grande Terreur ». En Allemagne, la violence antisémite se déchaîne avec le pogrom de la Nuit de cristal en 1938.

POINT DE PASSAGE 1937-1938 : la Grande Terreur en URSS p. 68

POINT DE PASSAGE 9-10 novembre 1938 : la Nuit de cristal p. 70

Le système concentrationnaire. En URSS et en Allemagne, les individus exclus de la société sont enfermés dans des camps de concentration. Les prisonniers y subissent le travail forcé dans des conditions particulièrement éprouvantes. En Russie, des camps sont créés dès 1918 même si le nom de Goulag n'apparaît qu'en 1934. En Allemagne, le premier camp est ouvert à Dachau en 1933. On évalue à 15 millions les détenus du Goulag entre 1917 et 1953 et à 1 million les prisonniers des camps allemands entre 1933 et 1939 (opposants politiques, juifs, homosexuels). En Italie, il n'existe pas de camps de concentration, mais les opposants sont « confinés », c'est-à-dire envoyés en résidence surveillée dans des îles ou des villages isolés.

DOSSIER p. 64 – 65 : Le culte du chef

Dans les régimes totalitaires, le chef détient l'ensemble des pouvoirs. Il fait l'objet d'un véritable culte de la personnalité, qui renforce sa légitimité. La propagande utilise tous les médias pour célébrer ses nombreuses qualités.

Comment le culte du chef est-il légitimé et organisé par les régimes totalitaires ?

Doc 4 p. 64 : L'obéissance absolue au Führer

Dans ce discours, Hitler réaffirme l'un des principes essentiels du nazisme, le Führerprinzip, exposé dès 1925 dans Mein Kampf.

La pensée ne vit pas dans les masses. Il faut le reconnaître une fois pour toutes, et c'est bien évident. Si tout progrès humain représente une réalisation supérieure à la précédente, on comprend bien qu'il faut que quelqu'un l'ait initiée. Or, ce quelqu'un qui l'a initiée est le porteur de la pensée et non la grande masse qui le suit. Il est le pionnier. [...]

Il faut que quelqu'un commande et il ne peut y en avoir plus qu'un ; celui qui commande ordonne et les autres doivent obéir. [...] C'est pourquoi notre État n'est en rien fondé, je tiens à la souligner, sur la consultation populaire ; notre objectif est de convaincre le peuple de la nécessité de ce qui se fait. [...] L'État du Führer n'a aucune raison de redouter le génie, c'est toute la différence avec la démocratie. [...]

Le peuple est aujourd'hui plus heureux en Allemagne que partout ailleurs dans le monde. Il ne se sent dans l'insécurité que lorsqu'il n'a plus de chef. Dès l'instant où il est fermement dirigé, il est heureux ; car il sait très bien qu'il ne comprend rien à tout ça.

Adolf Hitler, discours, 29 avril 1937.

Doc 5 p. 65 : Le Duce adoré par toute l'Italie

Benito Mussolini est le Duce du Fascisme et le Chef du Gouvernement fasciste. Il est le fils bien aimé de la Patrie régénérée. [...] Parmi les hommes politiques qui conduisent les grandes nations du monde, il est le plus jeune et le plus grand.

Où est-il né ? [...] Peu importe où il est né. Il est le fils de l'Italie et l'Italie tout entière l'adore comme le meilleur de ses fils. Vient-il d'une famille noble ? Non : son père était un forgeron et, tout petit, il l'aidait dans son dur et humble labeur.

Et comment a-t-il pu monter si haut ? Avec sa volonté tenace, sa constante et infatigable activité, sa confiance sereine dans ses propres forces, son amour ardent pour la Patrie et pour le Peuple. Quelles sont ses ambitions ? Il n'a aucune ambition personnelle. Sa seule ambition est celle de rendre fort, prospère, grand et libre le peuple italien. [...]

Quel est le devoir des Italiens envers Mussolini et la Révolution fasciste ? Il se résume à ceci : « Je jure d'exécuter sans discuter les ordres du Duce et de servir avec mes forces et, si nécessaire, avec mon sang la cause de la Révolution fasciste. »

Extraits d'un manuel de propagande fasciste, 1929.

DOSSIER p. 66 – 67 : L'embrigadement de la jeunesse

Dès leur mise en place, les régimes totalitaires créent des organisations de jeunesse, qui viennent compléter l'action de l'école. Les enfants y pratiquent des activités ritualisées et apprennent l'idéologie officielle. Cette politique a pour objectif de forger une société nouvelle et de pérenniser le régime.

Comment les régimes totalitaires endoctrinent-ils la jeunesse ?

Doc 1 p. 66 : Un « nouveau Credo » pour les Balillas

Il existe encore des parents rétifs, pour de sots préjugés, à l'inscription de leurs enfants aux Balillas. Il y a quelque temps, dans un village de montagne perdu, j'ai dû lutter contre ces préjugés volontairement et sournoisement répandus dans la population crédule : on l'avait persuadée que, dans une prochaine guerre, les Balillas seraient les premiers à monter à l'assaut et à mourir. Le bien fait à l'Italie par le fascisme, ne serait-ce qu'en la préservant de l'anarchie, est si évident et si actuel encore qu'il n'est pas difficile de l'expliquer, même aux esprits les plus incultes. Les maîtres n'auront pas de mal à afficher dans un cadre digne de lui le visage du Duce, qui, dans ses attitudes multiples de prophète, de guide, d'homme d'État et de merveilleux organisateur des forces de la nation, résume en lui les traits les plus caractéristiques de la race. Quelques paroles du Duce doivent entrer dans l'esprit de nos jeunes Chemises noires comme dans un nouveau Credo¹. [...] Nos Balillas doivent obéir à la discipline des soldats, à la force de la règle, aux liens de la loi, et ceci sans discuter. Le règlement est sacré, l'obéissance doit être aveugle, pleine, totale.

Giovanni Bonomi, *Le Maître du régime. Notes et expériences de
pédagogie fasciste*, 1934.

1. Prière énonçant les grands principes de la religion catholique et par laquelle le croyant proclame sa foi.

Doc 4 p. 67 : Le rôle du Komsomol

Que signifie faire adhérer au Komsomol ? Cela signifie donner au jeune une formation marxiste-léniniste, [...] lui permettre de diriger idéologiquement un groupe de jeunes, faire en sorte qu'il devienne un modèle pour tous les autres, aussi bien dans son travail que dans sa vie privée. [...] Les principales formes de notre travail seront :

– L'animation du « coin rouge » : les komsomols rassembleront les jeunes du village autour du « coin rouge » pour des discussions sur des thèmes du genre : qu'est-ce que le Parti ? [...]

– La régénérescence des fêtes de village : durant les fêtes de Noël ou de mardi gras, il y aura des fêtes de jeunes [...]. La cellule du Komsomol devra s'efforcer d'introduire des correctifs à ces fêtes : chansons révolutionnaires, jeux nouveaux. [...] Il faut lire des articles du journal L'Athée. [...]

– Liquidation de l'analphabétisme : la cellule fera venir les éléments les plus attardés de la jeunesse (ouvriers agricoles, bergers, jeunes filles) et organisera la prise en charge individuelle de chaque analphabète par un komsomol instruit.

Instructions d'une cellule des Jeunesses communistes, 1927.

POINT DE PASSAGE p. 68 – 69 : 1937-1938 : la Grande Terreur en URSS

Qu'est-ce que la Grande Terreur et comment comprendre ce crime de masse ?

Doc 2 p. 68 : L'ordre opérationnel n° 00447

Cet ordre est signé par Nikolai Iejov, chef du NKVD et principal artisan de la « Grande Terreur ».

Les organes de la Sécurité d'État ont devant eux une tâche capitale : annihiler sans pitié tous les éléments antisoviétiques, défendre le peuple soviétique travailleur pour en finir une fois pour toutes avec le travail de sape mené par les éléments contre-révolutionnaires contre les fondements mêmes de l'État soviétique. En conséquence de quoi, j'ordonne de commencer l'opération de répression des ex-koulaks, criminels et autres éléments antisoviétiques, à partir du 5 août 1937. [...]

[Ils] seront répartis en deux catégories :

- a. les plus actifs et hostiles des éléments ci-dessus énumérés seront affectés à la 1^{re} catégorie, immédiatement arrêtés [...] et fusillés.
- b. les éléments moins actifs, mais néanmoins hostiles, seront affectés à la 2^{de} catégorie, [...] immédiatement arrêtés et envoyés en camp pour une durée de huit à dix ans.

[L'ordre opérationnel n° 00447 conduit à la condamnation de 767 000 personnes.]Extraits de la directive n° 00447 du NKVD, le 30 juillet 1937.

Doc 4 p. 69 : Les préparatifs secrets

Strictement confidentiel.

Préparez un lieu secret, si possible dans une cave du bâtiment du NKVD, où les condamnés à mort seront exécutés. Les exécutions auront lieu de nuit. Avant l'exécution, vous vérifierez soigneusement l'identité de l'individu exécuté. Les corps seront enterrés dans une fosse commune creusée à l'avance dans un lieu secret. Le transport des corps devra être effectué exclusivement dans des véhicules de fonction du NKVD. Vous signerez le certificat individuel d'exécution en un seul et unique exemplaire. Ces certificats seront envoyés tous les cinq jours sous pli scellé et par paquet séparé spécial uniquement par coursier du NKVD au chef du [département d'enregistrement statistique]. Vous êtes personnellement responsable du secret absolu concernant le lieu, la date, l'heure et les méthodes d'exécution. [...] Vous m'enverrez la liste du personnel du NKVD autorisé à prendre part au processus d'exécution. En aucun cas, il ne sera fait appel à la police ordinaire, ni à des militaires. Toutes les personnes impliquées [...] signeront un document spécial les engageant au secret sous peine d'arrestation immédiate.

Directive du 2 août 1937 envoyée par Popachenko, chef du NKVD de la région de Kouïbychev, au responsable des opérations de répression dans
le district d'Oulianovsk.

Doc 5 p. 69 : Des objectifs dépassés

a. Demande de Karoutskii, chef du NKVD de la région ouest, à lejov, le 1er août 1937.

Il est absolument indispensable de nettoyer en profondeur cette région ouest, qui constitue une zone arrière stratégique en cas de guerre. Votre ordre opérationnel n°00447 [...] nous accordait un quota de 1 000 éléments en 1^{re} catégorie et de 5 000 en 2^{de}. Considérant [...] les particularités de la région et son importance stratégique, considérant son extrême pollution en éléments contre-révolutionnaires et koulaks, je vous demande d'augmenter le nombre des éléments à réprimer en 1^{re} catégorie de 3 000 [...] et en 2^{de} catégorie de 6 000 [...].

b. Lettre de lejov à Staline pour appuyer la demande de Karoutskii, le 11 août 1937. J'estime indispensable de relever pour cette région les quotas de koulaks, criminels et autres éléments contre-révolutionnaires jusqu'à 3 000 en 1^{re} catégorie et 6 000 en 2^{de}. Les quotas initiaux étaient de 1 000 en 1^{re} et de 5 000 en 2^{de}. Je soumets cette proposition à votre signature.

c. Staline valide l'augmentation des quotas.

Documents retranscrits par Nicolas Werth dans L'Ivrogne et la marchande de fleurs. Autopsie d'un meurtre de masse, 1937-1938, Tallandier, 2009.

POINT DE PASSAGE p. 70 – 71 : 9-10 novembre 1938 : la Nuit de cristal

En quoi la Nuit de cristal marque-t-elle un tournant dans l'antisémitisme nazi ?

Doc 1 p. 70 : Une victime raconte

[Je suis], en France, l'un des rares témoins du pogrom de novembre 1938, appelé cyniquement « Nuit de cristal ». [...] C'est avec une incroyable brutalité que fut déclenchée [à Vienne] dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938 une agression sauvage, sans aucune retenue, un déchaînement d'une haine sans bornes, contre les Juifs, leurs biens et leurs lieux de culte. Déchaînement prémédité et organisé. D'une façon mensongère, les autorités déclarèrent que cette manifestation était une « réaction spontanée de la population » à la suite de la tentative d'assassinat par le jeune Herschel Grynszpan, d'un secrétaire d'ambassade d'Allemagne à Paris. En réalité, ce sont les troupes des SA nazis, à qui l'ordre fut donné d'agir en vêtements civils, la Gestapo, la Jeunesse hitlérienne, avec le concours de la police, qui ont provoqué une véritable terreur au sein de la communauté. [...]

Ce pogrom, que l'on pourrait croire d'un autre temps, avait pour objectif d'accélérer l'émigration juive, afin de rendre le « Reich » plus rapidement « JUDENREIN », c'est-à-dire sans aucune présence juive.

Témoignage de Paul Schaffer lors du séminaire « Afin de tirer les leçons de l'Holocauste » à l'Unesco le 8 novembre 2008.

Doc 2 p. 70 : Mesures prises contre les juifs

1. [...] a) Seules pourront être prises des mesures qui ne mettent pas en péril la vie ou la propriété allemandes (par exemple incendies de synagogue uniquement dans le cas où il n'y a pas de risque d'incendie pour les immeubles voisins).

b) Les boutiques et les appartements des juifs ne peuvent être que détruits et non pillés. La police est priée de surveiller l'exécution de cette instruction et d'interpeller les pilleurs.

c) Dans les rues commerçantes, on veillera particulièrement à ce que les boutiques non juives soient parfaitement protégées contre les dommages. [...]

2. [...] Les manifestations éventuelles ne devront pas être empêchées par la police, qui veillera seulement au respect des directives. [...]

5. Dès que le cours des événements pendant cette nuit le permettra aux fonctionnaires engagés dans l'opération, il faudra arrêter dans tous les arrondissements autant de juifs – notamment des juifs riches – qu'on pourra en loger dans les locaux de détention existants. On n'arrêtera dans un premier temps que des juifs de sexe masculin, en bonne santé et pas trop âgés. Une fois l'arrestation opérée, on prendra contact immédiatement avec les camps de concentration compétents afin d'y acheminer les juifs au plus vite.

Ordres secrets de Reinhard Heydrich, chef de la Gestapo, envoyés le 10 novembre 1938 à 1 h 20 à tous les services de police du Reich.

Doc 4 p. 71 : Un prisonnier témoigne

Le 10 novembre 1938, Hugo Moses est incarcéré suite à la Nuit de cristal.

Mercredi, le 16 novembre 1938 [...]. 6 heures : dans le couloir, des portes de cellules s'ouvrent, on procède à un appel, mais qui ne concerne pas tout le monde. [...] 6h15 : les juifs dont les noms ont retenti dans le couloir sont conduits dans la cour encore obscure. [...] Et c'est alors que nous comprenons en un éclair ce que cela veut dire : tous ces gens vont être envoyés dans les camps, en enfer, là où il n'y a plus d'espoir, plus d'échappatoire, là où tout se résume à quelques mots : travail forcé, faim, maladie, sadisme des gardiens et MORT, MORT, MORT... [...]

Deux jours plus tard, [...] quelqu'un me glisse un paquet de cigarettes dans la main. Une voix me chuchote en même temps : « De la part de Mme I. » [...], la femme d'un Aryen qui m'a toujours témoigné de la sympathie et dont je sais qu'il a des relations à la Gestapo. [...] J'ouvre le paquet, il s'en échappe un billet écrit à la machine : « Samedi matin à 11 heures, tu seras relâché. Nous travaillons à ta libération. I. » [...]

Dans le train qui m'a ramené chez moi, j'ai pu constater que les événements de la nuit du pogrom échauffaient encore les esprits. Un homme en parlait avec son voisin et disait : « Jamais je n'ai autant ri que cette nuit-là. Tous ces juifs en train de sautiller autour de leurs maisons. Et toutes ces putains juives, pour une fois qu'on les a vues travailler. Quand on les a forcées à ramasser dans la rue les débris de verre de leurs fenêtres cassées. Avec leurs doigts si fins, ça faisait plaisir à voir. Elles en avaient les mains qui saignaient. » Et l'autre de renchérir : « [...] M'est avis qu'on a donné là un fameux coup de balai. La preuve que notre Führer peut compter sur ses jeunes. »

Témoignage issu du recueil Jamais nous ne retournerons dans ce pays,

Albin Michel, 2010.

Cours 3. L'Europe à l'épreuve des totalitarismes (p. 72 – 73)

Dans les années 1930, l'Allemagne et l'Italie multiplient les conquêtes territoriales. Les démocraties européennes ne réagissent pas face à l'expansionnisme de ces États, ce qui convainc Staline de signer un pacte de non-agression avec Hitler.

A. Un ordre européen menacé

Le rejet de la démocratie. Les totalitarismes partagent la même haine de la démocratie libérale pour des motifs différents. Selon les Soviétiques, elle est fondée sur un système capitaliste et « impérialiste », qui opprime les prolétaires et les colonisés. Selon les fascistes et les nazis, elle privilégie l'individualisme aux dépens de la nation et de l'État. Cela conduit l'URSS, l'Allemagne et l'Italie à mener une guerre idéologique contre les démocraties européennes. À partir de 1919, le Komintern exporte les idées communistes, supervisant la formation de partis communistes affiliés au PCUS. De son côté, Mussolini encourage la création de partis fascistes dans toute l'Europe.

Le rejet de la paix. Nés de la Première Guerre mondiale, les régimes totalitaires partagent une hostilité à l'égard des traités de paix. Alors que les Alliés souhaitent empêcher tout retour à la guerre en limitant l'armement de l'Allemagne et en fondant la SDN, les États totalitaires rejettent l'ordre diplomatique imposé par les vainqueurs. Les fascistes et les nazis se préparent à la revanche : ils veulent restaurer la grandeur nationale par une politique belliciste et expansionniste. En violation du traité de Versailles, Hitler rétablit le service militaire obligatoire en 1935 et augmente les effectifs de l'armée ; en 1936, il déploie des troupes en Rhénanie, alors que cette région devait rester une zone démilitarisée à la frontière de la France. En 1936, Mussolini instaure le « samedi fasciste » consacré à l'entraînement sportif, politique et militaire des Italiens.

B. Des régimes totalitaires conquérants

Les coups de force de l'Allemagne. Hitler souhaite depuis longtemps rassembler dans un « grand Reich » l'ensemble des territoires où vivent des populations germanophones. En mars 1938, à la suite d'un coup d'État du parti nazi autrichien, la Wehrmacht occupe l'Autriche : l'Anschluss est approuvé lors d'un plébiscite par 97 % des Allemands et des Autrichiens. Hitler s'en prend ensuite à la Tchécoslovaquie en deux temps. Il annexe d'abord la région des Sudètes en septembre 1938 en vertu des accords de Munich. Puis, en violation de ceux-ci, il occupe en mars 1939 la Bohême-Moravie, tandis que la Slovaquie devient un État satellite de l'Allemagne.

Le rapprochement avec l'Italie. D'abord méfiant vis-à-vis d'Hitler, Mussolini condamne les théories racistes nazies en 1934. L'année suivante, il signe avec la France et le Royaume-Uni l'accord de Stresa, qui condamne la remilitarisation de l'Allemagne et sa volonté d'annexer l'Autriche. Mais l'Italie envahit l'Éthiopie, État membre de la SDN, en octobre 1935 et proclame son annexion en mars 1936. La SDN condamne alors l'Italie à des sanctions économiques, ce qui convainc Mussolini de dénoncer l'accord de Stresa et de se rapprocher de l'Allemagne nazie. Baptisé « Axe Rome-Berlin » en 1936, ce rapprochement aboutit en 1939 à une alliance militaire, le « pacte d'Acier », qui garantit une assistance automatique en cas d'agression.

La contagion. Après la Première Guerre mondiale, les dictatures se multiplient dans toute l'Europe. Dans les années 1930, ces dirigeants autoritaires, hostiles au communisme, recherchent le soutien d'Hitler et de Mussolini. C'est le cas lors de la guerre civile espagnole : les nationalistes, dirigés par le général Franco, sollicitent l'aide de Rome et Berlin, qui envoient les premiers avions dès juillet 1936. En tout, 73 000 Italiens, 19 000 Allemands et 10 000 Portugais combattent aux côtés des franquistes. L'appui des forces fascistes, plus nombreuses et mieux équipées que les 35 000 volontaires des Brigades internationales organisées par le Komintern, contribue grandement à la victoire de Franco en avril 1939.

C. L'impuissance des démocraties

L'échec de la SDN Face aux coups de force des nazis et des fascistes, la SDN semble impuissante. Les sanctions économiques adoptées contre l'Italie ont peu d'effet et sont levées dès 1936. Les deux États quittent l'organisation internationale, l'Allemagne en 1933 et l'Italie en 1937, marquant la fin de l'idéal de sécurité collective.

Des démocraties pacifistes. La France et le Royaume-Uni réagissent timidement aux agressions italiennes et allemandes. Dans les deux pays, l'opinion publique est majoritairement pacifiste : marquée par l'hécatombe de la guerre de 1914-1918, elle veut que celle-ci soit vraiment la « der des der ». Le gouvernement de Londres, suivi par celui de Paris, mène une politique d'apaisement. Celle-ci culmine avec la conférence de Munich où la Tchécoslovaquie, pays allié et démocratique, est abandonnée à Hitler.

Le pacte germano-soviétique. Face à la menace nazie, Staline se rapproche d'abord des démocraties occidentales : en septembre 1934, l'URSS est admise à la SDN et, en 1935, elle signe un pacte d'assistance mutuelle avec la France. Néanmoins, l'absence de réaction des démocraties et de la SDN face aux coups de force italiens et allemands convainc Staline de l'échec de la sécurité collective. De plus, l'URSS est menacée par la signature d'un « pacte anti-Komintern » par le Japon et l'Allemagne (1936), puis l'Italie (1937). Soucieux d'éviter un conflit sur deux fronts, Staline signe un pacte de non-agression pour dix ans avec Hitler en août 1939. Le monde est stupéfié par le rapprochement de ces deux dictatures opposées idéologiquement. On ignore alors que le pacte comprend des « protocoles secrets » par lesquels Hitler et Staline se partagent des territoires : à l'Allemagne, l'ouest de la Pologne et la Lituanie ; à l'URSS, l'est de la Pologne, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande. L'invasion de la Pologne par l'armée allemande le 1er septembre 1939 déclenche la Seconde Guerre mondiale en Europe.

POINT DE PASSAGE p. 74 – 75 : 1936-1939 : les interventions étrangères dans la guerre civile espagnole

Pourquoi la guerre d'Espagne est-elle un enjeu géopolitique pour les régimes totalitaires ?

Doc 2 p. 74 : Hitler analyse la guerre d'Espagne

En juillet 1936, Joachim von Ribbentrop, ambassadeur d'Allemagne en Angleterre, essaie de convaincre Hitler de ne pas s'engager dans la guerre civile espagnole.

[...] Hitler refusa d'entendre raison. Il m'expliqua – je constatai une fois de plus que, chez lui, les considérations idéologiques l'emportaient sur toutes les autres – que l'Allemagne ne pouvait tolérer que l'Espagne devînt la proie du communisme ; national-socialiste, il devait s'y opposer par tous les moyens. En conséquence, il avait déjà donné l'ordre de mettre à la disposition de Franco les avions demandés. [...]

À en croire Franco, la majeure partie de l'armement des troupes du gouvernement de Madrid venait de Russie. Mussolini, lui aussi, était favorable à Franco ; enfin, le gouvernement [républicain] entretenait des relations étroites avec le Front populaire de Léon Blum.

Le Führer déclara pour finir : « Si l'Espagne doit devenir la proie du communisme, la bolchevisation de la France ne sera qu'une question de temps ; l'Allemagne n'aura plus qu'à faire ses valises. Pris entre le bloc soviétique à l'est, et un puissant bloc communiste franco-espagnol à l'ouest, nous pourrons à peine nous défendre si Moscou décide d'attaquer l'Allemagne. »

Joachim von Ribbentrop, De Londres à Moscou : mémoires, éd. Déterna,
2007.

Doc 3 p. 75 : Léon Blum défend la non-intervention

Le chef du gouvernement du Front populaire français justifie la non-intervention devant des militants socialistes.

Camarades, [...] vous voudriez qu'on arrivât à une situation telle que les livraisons d'armes puissent être faites au profit du gouvernement régulier [...]. Naturellement, vous désirez cela. Dans d'autres pays, on désire exactement l'inverse. [...] La solution, ce qui permettrait peut-être à la fois d'assurer le salut de l'Espagne et le salut de la paix, c'est la conclusion d'une convention internationale par laquelle toutes les puissances s'engageraient [...] à interdire l'exportation en Espagne du matériel de guerre. [...]

Si on me demande de revenir sur les positions du gouvernement et de déchirer le papier que nous avons signé¹, [...] je réponds : « Non ! » Cela ne nous serait possible que si nous étions devant la certitude prouvée que la signature d'autres puissances a été violée. Nous ne pouvons pas retirer la nôtre, et nous pouvons encore moins faire quelque chose qui, à mes yeux, serait pire encore : la trahir en fait, sans avoir le courage de la retirer. [...] Impossible d'agir autrement sans ouvrir en Europe une crise dont il serait difficile ou dont il serait malheureusement trop facile de prévoir les conséquences.

(Applaudissements. Cris : « Vive la paix ! »)

Extraits du discours de Léon Blum à Luna-Park, 6 septembre 1936.

1. À l'été 1936, la quasi-totalité des États européens signent un pacte de non-intervention.

DOSSIER p. 76 – 77 : L'impuissance des démocraties : les accords de Munich (1938)

Dans les années 1930, les démocraties sont confrontées à l'expansion territoriale de l'Allemagne. Face au dépeçage de la Tchécoslovaquie, la dernière démocratie d'Europe de l'Est, la France et le Royaume-Uni mènent une politique d'apaisement.

Pourquoi les accords de Munich marquent-ils l'impuissance des démocraties face à l'Allemagne nazie ?

Doc 2 p. 76 : Un argumentaire munichois

Messieurs, au cours des semaines que nous venons de vivre, le monde a pu se demander s'il n'allait pas être précipité dans la guerre. [...] Pendant ces jours d'angoisse, deux courants se sont manifestés dans notre pays. On les retrouvait l'un et l'autre à l'intérieur de chaque parti politique [...] ; les uns mettaient leur espoir dans la négociation, les autres dans la fermeté intransigeante. [...]

Nous avons évité le recours à la force. Nous avons provoqué dans quatre pays le plébiscite de la paix (Applaudissements). Certes, l'accord de Munich amoindrit le territoire de la Tchécoslovaquie. Mais la République tchécoslovaque peut poursuivre sa vie libre et nous l'y aiderons de notre mieux. [...] L'estime que notre patrie a imposée pendant ces journées à tous les peuples qui l'entourent, cette estime qu'impose toujours une nation à la fois virile et pacifique, nous avons le devoir de la ressentir, nous aussi, pour ce grand peuple qui est notre voisin et avec lequel nous souhaitons pouvoir établir une paix durable. (Applaudissements prolongés sur un grand nombre de bancs)¹.

Edouard Daladier, discours devant la Chambre des députés, 4 octobre
1938.

1. Suite à ce discours, la Chambre des députés approuve les accords de
Munich par 535 voix contre 75.

Doc 4 p. 77 : Un argumentaire antimunichois

Au Royaume-Uni, la Chambre des communes approuve les accords de Munich le 5 octobre 1938 par 369 voix contre 150. Le député conservateur Winston Churchill critique cette décision.

Le partage de la Tchécoslovaquie, sous la pression de l'Angleterre et de la France, équivaut à une capitulation totale des démocraties occidentales devant la menace des nazis. [...] Un tel écroulement n'apportera ni la paix ni la sécurité. [...] Au contraire, il place ces deux nations dans une situation encore plus faible et plus dangereuse. Le simple fait que la Tchécoslovaquie soit neutralisée entraîne la libération de 25 divisions allemandes qui pèseront sur le front occidental. [...] Ce n'est pas la Tchécoslovaquie seule qui se trouve menacée, mais également la liberté et la démocratie dans toutes les nations. Croire qu'on peut obtenir la sécurité en jetant un petit État en pâture aux loups est une illusion fatale. Bientôt, en effet, l'Allemagne développera son potentiel de guerre plus rapidement qu'il ne sera possible à la Grande-Bretagne et à la France de compléter leurs préparatifs de défense.

Winston Churchill, discours devant la Chambre des communes, 21
novembre 1938.

Doc 5 p. 77 : L'échec des accords de Munich

Moins de six mois après la conclusion de l'accord de Munich [...] l'Allemagne [...] a provoqué la dislocation de la Tchécoslovaquie, occupé militairement la Bohême et la Moravie et annexé ces deux provinces au Reich. [...] La Slovaquie s'est constituée en État soi-disant indépendant, mais qui est placé sous la protection du Reich. [...] L'opération dont la Tchécoslovaquie vient d'être victime porte [...] les marques spécifiques des entreprises hitlériennes : le cynisme et la perfidie dans la conception, le secret dans la préparation, la brutalité dans l'exécution. À Munich, les dirigeants nazis et le Führer lui-même avaient fait valoir l'impossibilité pour les Tchèques et pour les Allemands des Sudètes de coexister au sein d'un même État. [...] En compensation, la Tchécoslovaquie devait recevoir une garantie internationale de ses nouvelles frontières, garantie à laquelle l'Allemagne participerait elle-même. [...] Les accords de Munich n'ont donc été en définitive pour les dirigeants hitlériens qu'un moyen de désarmer la Tchécoslovaquie et de l'annexer.

Robert Coulondre, ambassadeur français à Berlin, rapport au ministre des
Affaires étrangères français, 16 mars 1939.

SYNTHÈSE p. 78 : Les régimes totalitaires

Quelles sont les caractéristiques des régimes totalitaires et comment ces derniers s'opposent-ils aux démocraties dans l'Europe des années 1930 ?

1 - La mise en place des régimes totalitaires

En Russie, la révolution de février 1917 permet aux Bolcheviks d'accéder au pouvoir en octobre. À la mort de leur leader Lénine en 1924, c'est Staline qui s'empare progressivement du pouvoir.

En Italie, grâce à ses succès électoraux mais surtout à sa stratégie d'intimidation (marche sur Rome), le leader fasciste Benito Mussolini pousse le roi à le nommer à la présidence du Conseil en 1922.

En Allemagne, Hitler tire profit de la crise des années 1930 pour se poser en recours face à une classe politique impuissante. Les succès électoraux du parti nazi l'amènent au pouvoir.

2. Un ou des totalitarismes ?

Les régimes stalinien, fasciste et nazi présentent des similitudes dans leurs méthodes de gouvernement. Cela a conduit les historiens à les qualifier tous les trois de régimes totalitaires du fait de leur commune prétention à contrôler la totalité des faits et gestes de leur population.

Dans les trois pays, un chef charismatique orchestre l'embrigadement d'un peuple soumis à une intense propagande. Un climat de terreur est entretenu et les opposants au parti unique sont l'objet d'une féroce répression.

L'idéologie des trois régimes est en revanche différente voire opposée. Alors que Staline prétend mener une lutte des classes à vocation internationale, le discours fasciste est nationaliste et le discours nazi axé sur l'opposition entre « races ».

3. L'Europe à l'épreuve des totalitarismes

Hitler veut créer une Grande Allemagne et la doter d'un « espace vital » en Europe orientale. Il remilitarise la Rhénanie (1936), annexe l'Autriche (Anschluss) et les Sudètes (1938). Mussolini veut doter l'Italie d'un empire colonial et entreprend la conquête de l'Éthiopie (1935).

Soldats allemands et italiens se retrouvent côte à côte en Espagne en 1936. Ils soutiennent les troupes du général Franco dans la guerre qui les oppose aux combattants républicains. Ces derniers reçoivent le soutien de « brigades internationales » de volontaires soutenues par l'URSS.

Traumatisés par le souvenir de la Première Guerre mondiale, le Royaume-Uni et la France suivent une politique d'apaisement. En 1938, ils sacrifient la Tchécoslovaquie par les accords de Munich. Encouragé par ces concessions, Hitler envahit la Pologne en septembre 1939 après s'être assuré de la neutralité de Staline (pacte germano-soviétique).